



**MINISTÈRE
DES ARMÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Service de santé des armées
Direction des approvisionnements en produits de santé des
armées
Plateforme achats finances santé

DIVISION ACHATS

BUREAU ÉQUIPEMENTS BIOMÉDICAUX - MATÉRIELS D'EXPLOITATION

MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES

[APPEL D'OFFRES OUVERT (Art. R. 2161-2 à R. 2161-5 du code de la commande publique)]

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

N° DAF_2025_000903/PFAF-S/ACHATS/EBME du 6 juin 2025

Relatif à

**Maintenance des équipements de filtration et de traitement de l'air au profit du
Service de Santé des Armées**

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ.....	3
ARTICLE 2 – REGLEMENTATION APPLICABLE ET NORMES DE REFERENCE.....	3
ARTICLE 3 – DEFINITION DES PRESTATIONS	3
3.1 POSTE 1 : MAINTENANCE TOUS RISQUES.....	3
3.2 POSTE 2 : MAINTENANCE PREVENTIVE SEULE	3
3.3 POSTE 3 : MAINTENANCE CORRECTIVE SEULE.....	4
3.4 POSTE 4 : FOURNITURE DE PIECES DETACHEES, ACCESSOIRES ET CONSOMMABLES.....	4
3.5 POSTE 5 : FOURNITURE D'EQUIPEMENTS SPECIFIQUES A LA MAINTENANCE	4
3.6 POSTE 6 : CONTROLES ET QUALIFICATIONS	4
3.7 POSTE 7 : FORMATIONS	4
ARTICLE 4 – EQUIPEMENTS DU PARC	5
ARTICLE 5 – MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	5
5.1 DISPOSITION GENERALE APPLIQUEES AUX PRESTATIONS DE MAINTENANCE.....	5
5.1.1 <i>Information du responsable</i>	5
5.1.2 <i>Compte-rendu d'intervention</i>	5
5.1.3 <i>Maintenance en atelier</i>	6
5.1.4 <i>Programme d'exécution / plan prévisionnel de maintenance</i>	6
5.1.5 <i>Heures et jours d'exécution des prestations</i>	6
5.1.6 <i>Durée des interventions de maintenance</i>	6
5.1.7 <i>Assistance téléphonique</i>	6
5.1.8 <i>Récupération des pièces détachées</i>	6
5.1.9 <i>Garantie</i>	6
5.2 MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS DE MAINTENANCE TOUS RISQUES.....	7
5.2.1 <i>Déclenchement des interventions</i>	7
5.2.2 <i>Délai des interventions</i>	7
5.3 MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS DE MAINTENANCE CORRECTIVE ET PRESTATIONS EXCLUES DU FORFAIT PREVENTIF.....	7
5.3.1 <i>Déclenchement des interventions</i>	7
5.3.2 <i>Délai des interventions</i>	8
5.4 MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS DE MAINTENANCE PREVENTIVE	8
5.4.1 <i>Déclenchement des interventions</i>	8
5.4.2 <i>Durée d'indisponibilité pour entretien préventif</i>	8
5.5 MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS DE CONTROLE ET QUALIFICATIONS	9
5.6 MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS DE FOURNITURES	9
5.7 MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS DE FORMATIONS.....	9
ARTICLE 6 – CONDITIONS D'EXECUTION	9
6.1 PRISE EN CHARGE, REMISE DU MATERIEL OU DES EQUIPEMENTS EN FIN DE MARCHÉ.....	9
6.2 RECOURS CONTENTIEUX.....	9
6.3 MOYENS MIS A DISPOSITION DU TITULAIRE	9

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHE

Le présent marché a pour objet la Maintenance des équipements de filtration et de traitement de l'air, la fourniture des pièces détachées et de la formation associées au profit des établissements du Service de Santé des Armées.

ARTICLE 2 – REGLEMENTATION APPLICABLE ET NORMES DE REFERENCE

Les prestations de maintenance définies ci-dessous sont comprises au sens de la réglementation issue du décret n°2001-1154 du 5 Décembre 2001 relatif à l'obligation de maintenance et de contrôle qualité, et de l'arrêté du 3 Mars 2003, pris en application du décret précité, fixant la liste des dispositifs médicaux soumis à l'obligation de maintenance et de contrôle qualité, ainsi que des normes suivantes dans leur dernière édition en vigueur :

- NF EN 13306 : Terminologie de la maintenance ;
- NF EN ISO 14971 : Application de la gestion des risques aux dispositifs médicaux ;
- NF EN ISO 13485 : Dispositifs Médicaux – Systèmes de management de la qualité – Exigences à des fins réglementaires ;
- NF S99-170 : Maintenance des DM – Systèmes de management de la qualité pour la maintenance et la gestion des risques associés à l'exploitation des DM ;
- NF X60-000 : Fonction maintenance ;
- Directives et recommandations de maintenance des constructeurs.

Le prestataire s'engage à mettre en œuvre les ressources et les compétences matérielles et humaines nécessaires à la réalisation des prestations définies, dans le respect de la réglementation et des normes précitées.

ARTICLE 3 – DEFINITION DES PRESTATIONS

Les prestations du marché sont détaillées en postes :

- Poste 1 : Maintenance tous risques (préventive et corrective)
- Poste 2 : Maintenance préventive seule
- Poste 3 : Maintenance corrective seule
- Poste 4 : Fourniture de pièces détachées, accessoires et consommables
- Poste 5 : Fourniture d'équipements spécifiques à la maintenance
- Poste 6 : Contrôles et qualifications
- Poste 7 : Formations

3.1 Poste 1: Maintenance tous risques

Les opérations de maintenance qui sont comprises dans la formule tous risques sont les opérations de maintenance préventive, corrective et l'assistance à l'utilisation.

La maintenance tous risques comprend la fourniture des pièces détachées et d'usure dont le remplacement est préconisé par le constructeur/fabricant en maintenance préventive ou nécessaire en maintenance corrective, la main d'œuvre y compris les déplacements, et tous les frais et charges associés.

La maintenance préventive incluse dans le forfait de maintenance tous risques répond aux caractéristiques de la maintenance préventive énoncées dans le paragraphe 3.2.

Le nombre d'interventions de maintenance corrective en formule tous risques est **illimité**.

3.2 Poste 2 : Maintenance préventive seule

Les visites et interventions de maintenance préventive ont pour but :

- de réduire, voire d'éliminer les risques de pannes et de réduire la probabilité de défaillance ;
- de maintenir dans le temps les performances des matériels ou équipements à un niveau proche de celui des performances initiales en vue d'en assurer une utilisation satisfaisante ;
- d'assurer le bon état constant des équipements ;
- de réduire la durée d'indisponibilité grâce aux planifications selon les directives du fabricant/constructeur ;
- de diminuer les interventions correctives.

La maintenance préventive est effectuée selon un calendrier prévisionnel préétabli, par type de matériel et par type de maintenance, selon les directives du constructeur/fabricant. Les opérations de maintenance préventive du système sont définies par le fabricant des équipements et seront réalisées selon ses préconisations.

La maintenance préventive comprend la maintenance et l'évolution des logiciels. Si le matériel concerné par la maintenance comporte des logiciels et matériels informatiques intégrés aux équipements, leur maintenance est incluse dans les prestations, selon les directives préconisées par le constructeur/fabricant.

La maintenance comprend la fourniture des pièces détachées et d'usure dont le remplacement est préconisé par le constructeur/fabricant en maintenance préventive, la main d'œuvre y compris les déplacements, et tous les frais et charges associés.

3.3 Poste 3 : Maintenance corrective seule

La maintenance corrective a pour objet la remise en état de fonctionnement des matériels (et accessoires), ainsi que des logiciels le cas échéant, à la suite d'une défaillance.

Elle comprend les opérations suivantes :

- La localisation de la défaillance et son diagnostic ;
- La remise en état ;
- Le contrôle des fonctionnalités de l'équipement.

3.4 Poste 4 : Fourniture de pièces détachées, accessoires et consommables

Ces prestations comprennent la fourniture, par le titulaire du marché, de pièces détachées, accessoires et consommables pour l'utilisation ou l'entretien des équipements.

Ces fournitures peuvent être utilisées soit par les utilisateurs des équipements, soit par les techniciens du SSA ou ceux du titulaire lors des opérations de maintenance selon la formule de maintenance choisie.

Les caractéristiques techniques de ces pièces, indispensables à un fonctionnement correct, sont celles préconisées par le constructeur.

3.5 Poste 5 : Fourniture d'équipements spécifiques à la maintenance

Afin de réaliser certaines opérations de maintenance, l'utilisation d'outils spécifiques peut être impérative. Ces outils peuvent être de plusieurs natures : équipements de contrôles, mesures et essais, logiciels informatiques, outillages...

Lorsque les techniciens biomédicaux du Service de Santé des Armées sont habilités à procéder aux opérations de maintenance, ils doivent pouvoir se procurer ces équipements. Par conséquent, tous les équipements doivent être référencés au Bordereau des Prix Unitaires.

3.6 Poste 6 : Contrôles et qualifications

C'est l'ensemble des qualifications, contrôles réglementaires ou requalifications obligatoires, nécessaires à l'exploitation des dispositifs médicaux dictées par une réglementation spécifique (qualification opérationnelle, inspection périodique, épreuve décennale ...).

Ces opérations ne peuvent être exécutées que par le constructeur ou un organisme tiers en fonction de la réglementation en vigueur. Si un agrément spécifique est nécessaire, le prestataire devra être à jour lors de la réalisation des opérations. Les contrôles doivent être réalisés conformément à la réglementation en vigueur au moment de l'exécution des prestations.

3.7 Poste 7 : Formations

La formation est destinée aux techniciens d'installation et de maintenance des équipements biomédicaux. A l'issue de cette formation, ils devront être en mesure de réaliser l'ensemble des interventions préventives et correctives. Tel que défini dans la norme NF X60-000 d'Avril 2016 ; il est souhaité qu'ils soient en mesure de réaliser des interventions de 4ème niveau. Si des logiciels ou des codes d'accès sont nécessaires, ceux-ci leur seront fournis.

Cette formation sera dispensée en langue française, et doit se concrétiser par une attestation nominative de capacité à effectuer les opérations objet de l'enseignement. Cette attestation doit faire figurer sa date de fin de validité le cas échéant.

Le candidat fournira pour chaque modèle d'équipement la durée de la formation technique, le lieu, le programme, les prérequis éventuels, la durée de validité de la formation, ainsi que la possibilité d'effectuer des formations de recyclage.

Les formations techniques peuvent être dispensées soit au sein du centre de formation du titulaire, soit au sein du centre de formation du ravitaillement médical :

ECMSSA/CFRAV
TSA 50006
45404 Fleury-les-Aubrais cedex
Courriel : ecmssa.cftms@gmail.com

Le titulaire indiquera au Bordereau des Prix Unitaires s'il propose des formations complémentaires pour les utilisateurs et les modalités.

ARTICLE 4 – EQUIPEMENTS DU PARC

A titre indicatif et non exhaustif, le marché doit permettre de répondre aux besoins en prestation de maintenance et fourniture pour les modèles d'équipements suivants et tout autre modèle appartenant au parc du SSA durant toute la durée du marché :

- Plasmair T2006
- Plasmair Sentinel
- Plasmair Guardian

ARTICLE 5 – MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les prestations de maintenance seront exécutées conformément au choix exprimé par chaque établissement pour l'année d'exécution.

Le titulaire s'engage à transmettre un bilan annuel des interventions et commandes passées dans le cadre du présent marché adressé au Bureau Achats – section EBME – de la direction des approvisionnements en produits de santé des armées, à l'adresse suivante :

dapsa-dafs-achat-ebme.ach.fct@intradef.gouv.fr

5.1 Disposition générale appliquées aux prestations de maintenance

5.1.1 Information du responsable

En cas d'intervention sur site, le personnel chargé des opérations de maintenance se présente, dès son arrivée dans l'établissement, au responsable du service concerné.

Dans la mesure où, un plan de prévention serait nécessaire préalablement à son intervention, le technicien remplit les documents demandés.

5.1.2 Compte-rendu d'intervention

Après chaque intervention, il est demandé au technicien du titulaire qu'un compte-rendu attestant que les opérations prévues dans le présent marché bien été effectuées. Il mentionne les renseignements d'ordre technique concernant sa prestation (anomalies constatées, usure de certains organes, risques de détérioration, état du matériel après l'intervention, intervention supplémentaire à réaliser, liste des pièces remplacées, valeurs mesurées, résultats des tests de sécurité électrique, liste des équipements de contrôle, mesures et essais utilisés, ...) ainsi que les heures de début et de fin de ces interventions.

Ce compte-rendu est remis au chef de service ou transmis dans un délai de sept jours à compter de la date d'intervention. Le titulaire pourra proposer des transferts d'informations dématérialisés.

Le titulaire renseignera également, si elle existe, la fiche d'intervention spécifique de l'établissement.

Pour les équipements dont la défaillance technique peut entraîner une situation à risque pour le patient ou les personnels, toute action fait l'objet d'une notification écrite du technicien (associée ou faisant partie du compte-rendu de l'intervention).

5.1.3 Maintenance en atelier

En cas d'intervention sur site, si le titulaire estime que certaines prestations ne peuvent être effectuées que dans ses usines ou ateliers, il en informe au préalable le responsable afin que ce dernier mette en œuvre en temps utile les dispositions qu'il juge nécessaires.

Le titulaire prendra à sa charge l'acheminement puis la réexpédition de l'équipement.

5.1.4 Programme d'exécution / plan prévisionnel de maintenance

A la demande de l'une ou de l'autre des parties, un programme d'exécution (ou un plan prévisionnel de maintenance) peut être établi en commun. Il peut fixer le délai et la durée des interventions.

5.1.5 Heures et jours d'exécution des prestations

Les heures et jours d'exécution des prestations seront définis lors de la prise de rendez-vous pour effectuer les opérations de maintenance.

5.1.6 Durée des interventions de maintenance

La durée des interventions de maintenance doit être aussi réduite que possible. Elles sont effectuées de manière à ne causer qu'un minimum de gêne dans le fonctionnement des établissements.

5.1.7 Assistance téléphonique

En cas de panne ou de dysfonctionnement du matériel, des instructions pourront être données par téléphone dans le but de rendre de nouveau opérationnel le matériel. Dans le cas où cela ne permettrait pas une résolution définitive du problème, le titulaire sera dans l'obligation de déclencher une intervention de maintenance corrective.

Le titulaire s'engage à fournir au client une assistance d'exploitation. Le mode d'intervention est choisi par le titulaire (consignes téléphoniques, envoi de support informatique, ...).

Le titulaire précisera les services assurés par l'assistance téléphonique (utilisateur, administrateur fonctionnel, administrateur technique). Il fournira les coordonnées téléphoniques de la Hotline ainsi que les jours et plages horaires auxquels l'assistance téléphonique est disponible.

A chaque demande est associé un numéro d'intervention par le mainteneur, ce numéro permettra d'assurer une traçabilité de celle-ci.

5.1.8 Récupération des pièces détachées

Les pièces remplacées par le titulaire lors de ses interventions sont reprises par celui-ci, sauf convention contraire entre les parties, et éliminées selon la réglementation en vigueur.

5.1.9 Garantie

Le titulaire proposera dans le Bordereau des Prix Unitaires un délai de garantie sur les pièces et sur les interventions de maintenance (pièce et main d'œuvre) quelles qu'elles soient.

Ce délai ne saurait être inférieur à 6 mois pour les pièces et 3 mois pour les interventions. Pendant cette période le titulaire s'engage à intervenir à nouveau à ses frais et/ou à fournir de nouvelles pièces détachées.

Le titulaire indiquera dans le Bordereau des Prix Unitaires toute exclusion, limite ou extension éventuelle de garantie.

5.2 Modalités d'exécution des prestations de maintenance tous risques

5.2.1 Déclenchement des interventions

Les interventions de maintenance au titre de la formule tous risques sont déclenchées directement par le service utilisateur ou le service d'ingénierie biomédicale, et adressées au titulaire par tout moyen permettant de justifier les date et heure de transmission (appel téléphonique avec confirmation par télécopie, télécopie directe, e-mail, ...).

Le titulaire s'engage à envoyer un technicien sur le lieu d'utilisation du matériel défectueux afin de le rétablir en bon état de fonctionnement.

5.2.2 Délai des interventions

Le titulaire du marché est tenu d'intervenir pour remettre en état de fonctionnement les matériels et équipements en service.

Les interventions en diagnostic sont entreprises dans un délai maximal de 16 heures ouvrées (2 jours) maximum.

La transmission de devis découlant de la visite de diagnostic devra être effectuée 24 heures (1 jour) maximum après le déplacement sur le site.

Le titulaire indiquera dans son offre un délai maximum d'intervention en maintenance corrective. Le délai réel sera affiné à chaque devis.

Le délai d'intervention, compté en heures, commence à courir à partir de la réception par le titulaire de la demande d'intervention, transmise par les moyens précités, et s'arrête à l'arrivée du technicien. Le délai d'intervention, compté en heures, commence à courir à partir de la réception par le titulaire de la demande d'intervention, transmise par les moyens précités, et s'arrête à l'arrivée du technicien.

Tout dépassement éventuel doit être autorisé par la PFAF-S et non par l'établissement.

Lors des interventions de maintenance corrective, le titulaire s'engage à réparer ou à remplacer toutes les pièces détachées ou éléments complets défectueux nécessaires au bon fonctionnement des matériels et équipements en cause, et à performances égales.

5.3 Modalités d'exécution des prestations de maintenance corrective et prestations exclues du forfait préventif

5.3.1 Déclenchement des interventions

Les demandes d'interventions de maintenance corrective ou de prestations exclues du forfait de maintenance préventive sont déclenchées directement par le responsable du service d'ingénierie biomédicale, les techniciens ou le responsable de la maintenance dans l'établissement ou son représentant, adressées au titulaire par tout moyen permettant de justifier les date et heure de transmission (appel téléphonique avec confirmation par télécopie, télécopie directe, e-mail, courrier avec AR, ...).

Cas d'une intervention sur site :

A la réception de la demande d'intervention de l'établissement, le titulaire s'engage à envoyer un technicien sur le lieu d'utilisation du matériel défectueux afin d'établir un diagnostic et, éventuellement de le rétablir en bon état de fonctionnement.

A l'issue de cette intervention, le titulaire transmet à l'établissement demandeur un devis estimatif du coût de l'intervention corrective

Cas d'une demande d'intervention avec retour dans les ateliers du titulaire :

Suite à la réception de l'équipement en atelier, le titulaire s'engage à expertiser le matériel défectueux afin d'établir un diagnostic et, éventuellement de le rétablir en bon état de fonctionnement. A l'issue de cette intervention, le titulaire transmet à l'établissement demandeur un devis estimatif du coût de l'intervention corrective.

Dans les deux cas :

Le devis devra comprendre à minima les éléments suivants :

- le lieu d'exécution de l'intervention,
- la désignation des opérations à réaliser, le prix des pièces détachées, le calcul au temps prévu du coût horaire, le coût du déplacement, tels qu'ils figurent aux annexes à l'acte d'engagement,
- les prix unitaires hors taxes remisés,
- le décompte en valeur hors taxes de la commande,
- le taux et le montant de la TVA,
- le montant total de la commande TTC.

La réparation ne pourra être effectuée qu'après acceptation du devis et notification, par la PFAF-S, au titulaire d'un bon de commande récapitulant les éléments du devis et demandant l'intervention en réparation.

Si au cours de l'intervention, les prestations s'avèrent plus importantes que celles figurant au devis, le titulaire est tenu d'en informer le responsable de la maintenance afin que celui-ci, en concertation avec le pouvoir adjudicateur, définisse les dispositions à prendre.

5.3.2 Délai des interventions

Le titulaire du marché est tenu d'intervenir afin d'une part, d'établir un diagnostic et, d'autre part après validation du devis, pour remettre en état de fonctionnement les matériels et équipements en service.

Les délais d'intervention pour le diagnostic et la réparation ainsi que la remise du devis seront indiqués dans le BPU par le titulaire. Les délais courts à partir de :

- L'émission de la demande d'intervention pour le délai de diagnostic ;
- La réception du matériel défectueux chez le prestataire ou le constat ou l'intervention de diagnostic pour la transmission du devis ;
- La réception par le titulaire du bon de commande de réparation pour le délai de réparation.

Tout dépassement éventuel doit être autorisé par PFAF-S et non par l'établissement.
--

5.4 Modalités d'exécution des prestations de maintenance préventive

5.4.1 Déclenchement des interventions

Les interventions de maintenance préventive sont déclenchées par l'émission d'un bon de commande. Il est demandé d'indiquer dans le BPU le nombre de visites annuelles préconisé, la durée de chaque visite et la périodicité de ces dernières et ce pour chaque matériel maintenu.

Les dates et heures de visites sont fixées d'un commun accord avec les services techniques ou les services d'ingénierie biomédicale et les utilisateurs de l'établissement au moins deux semaines avant la date prévue de la visite.

Conformément au BPU, le titulaire s'engage à :

- effectuer la ou les visite(s) annuelle(s) de maintenance préventive de l'installation sur le site détenteur,
- respecter la fréquence et la durée indiquées des visites,
- respecter la durée d'indisponibilité indiquée.

Lorsqu'en cours d'exécution des prestations de maintenance préventive sur site, le titulaire constate que des pièces et/ou accessoires hors kit de maintenance préventive sont défectueux ou trop dégradés, celui-ci en informe le service utilisateur et le service d'ingénierie biomédicale de l'établissement afin que ces derniers puissent déterminer les mesures à prendre et déclencher une intervention de maintenance corrective.

5.4.2 Durée d'indisponibilité pour entretien préventif

La visite de maintenance préventive ne doit pas conduire à une indisponibilité du matériel ou de l'équipement supérieure à la durée mentionnée dans le tableau annexe à l'acte d'engagement.

Dans le cas contraire, le technicien demande l'accord du service biomédical.

Les interventions de maintenance préventive se réaliseront selon les jours et horaires fixés à l'article 5.1.5 précité.

5.5 Modalités d'exécution des prestations de contrôle et qualifications

Les interventions relatives aux prestations de contrôles réglementaires sont déclenchées par l'émission d'un bon de commande.

5.6 Modalités d'exécution des prestations de fournitures

Le titulaire s'engage à fournir les pièces détachées et de rechange nécessaires à la maintenance, pendant au moins toute la durée d'exécution du marché et informer le pouvoir adjudicateur, dans un délai de 10 jours, en cas de difficulté ou rupture d'approvisionnement.

Une liste non-exhaustive des pièces détachées sera proposée aux BPU.

Si un besoin n'est pas référencé au BPU, sous condition que les produits concernés répondent à l'objet du marché, un devis pourra être demandé, et les taux de remise mentionné au BPU par le titulaire seront appliqués.

5.7 Modalités d'exécution des prestations de formations

Les interventions relatives aux formations sont déclenchées par l'émission d'un bon de commande.

Si un besoin en formation n'est pas disponible au BPU, et dans la mesure où la formation répond à l'objet du marché, les prestations seront réalisées selon les modalités suivantes :

1. Transmission par l'établissement d'une demande de formation.
2. Transmission d'un devis en formation par le titulaire suite aux exigences exprimés par l'établissement ;
3. Après acceptation du devis, notification par la Direction des Approvisionnements en Produits de Santé des Armées d'un bon de commande pour formation.

ARTICLE 6 – CONDITIONS D'EXECUTION

6.1 Prise en charge, remise du matériel ou des équipements en fin de marché

Le titulaire déclare être parfaitement informé de la configuration des locaux et des matériels ou équipements concernés par le marché.

La mise en conformité des matériels ou équipements à la réglementation en vigueur est à la charge de l'administration. Dans le cas où la sécurité serait mise en cause du fait de défauts dans la conception du matériel, la remise en ordre serait à la charge du titulaire.

Un constat de l'état des lieux des matériels ou équipements pourra être établi au début et à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à laisser en fin d'exécution du marché les matériels ou équipements en état normal d'entretien et de fonctionnement, compte tenu de leur âge et de leur utilisation.

6.2 Recours contentieux

La documentation technique générale, remise à l'administration lors de l'acquisition de l'équipement est mise à jour par le titulaire en cas de modification des appareils ou équipements.

Les mises à jour de documentation doivent être transmises de manière dématérialisées à l'adresse suivante : ecmssa-maintenance.coordonateur.fct@intradef.gouv.fr

6.3 Moyens mis à disposition du titulaire

Si des moyens (outillage, manutention, transport...) sont mis de manière permanente ou occasionnelle à la disposition du titulaire, il en assurera la responsabilité et les maintiendra en parfait état.

Il disposera gratuitement des fluides et de l'énergie électrique.